



Sécurité alimentaire et implications humanitaires

EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Octobre 2011

L'Essentiel

- ▽ Baisse attendue des productions agricoles et fourragères dans certaines zones du Sahel
- ▽ Raffermissement des prix des céréales locales, niveau élevé des prix des denrées importées dans le bassin ouest
- ▽ Les stocks de sécurité sont à des niveaux bas au Niger et en Mauritanie

Des zones affectées par une chute de production agricole et fourragère

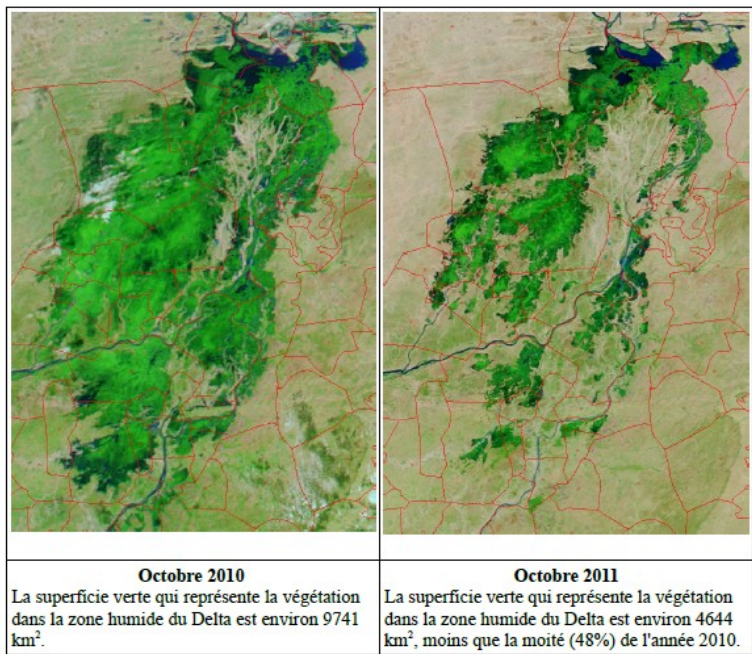
Au **Niger**, au 31 août ce sont 120 zones regroupant 2 496 villages agricoles répartis dans l'ensemble des régions qui sont identifiés à risque. Les parties les plus touchées sont : les régions de Tillabéri, de Tahoua, l'Est de Dosso, le Nord et l'Est de Maradi, l'Est de Zinder et le Nord de Diffa. Au cours du mois de septembre, malgré la reprise des pluies, la situation agricole s'est détériorée en raison d'une situation phytosanitaire marquée par la présence de sautériaux, d'insectes floricoles, de cicadelles, des attaques de la chenille mineuse de l'épi du mil, d'insectes ravageurs des fleurs et des gousses de niébé, surtout dans la partie centrale du pays.

Au plan pastoral, le Gouvernement a jugé que les productions fourragères attendues en 2011 seront inférieures à celles de 2010. On note en effet une forte variabilité de la densité des herbacées d'une région à l'autre et à l'intérieur d'une même région. Un changement précoce dans le mouvement et la concentration des animaux est également observé.

Au **Mali**, à l'exception de quelques localités (Kayes, Yelimané, etc.), le cumul des pluies est normal à excédentaire mais inférieur à celui de 2010 selon la météo. La pluviométrie n'a pas été correctement répartie, causant des déficits de biomasse. Ainsi, la superficie de végétation au niveau de la zone humide du Delta a diminué de moitié par rapport à octobre 2010. Pour la situation pastorale, les pâturages sont bons dans le Gourma ce qui permet aux troupeaux du Mali et du Niger de se nourrir, cependant certaines zones du pays souffrent de déficit fourrager (notamment les bourgoutières). On assiste à une décapitalisation importante dans la bande sahélienne. L'évolution globale de la campagne agro-pastorale dans le Sahel occidental et

central voire dans le delta intérieur n'est pas bonne. Selon le SAP, la situation est préoccupante dans plus de 100 communes de cette bande sahélienne où vivaient près de 1,5 million d'âmes.

Figure 1 : Superficie verte dans le Delta, comparaison octobre 2010 et octobre 2011



Source : MODIS/Landsat

Des zones affectées par une chute de production agricole et fourragère (suite)

En **Mauritanie**, un déficit pluviométrique important a provoqué une importante chute de biomasse et des rendements des cultures pluviales. La situation pastorale est particulièrement inquiétante dans ce pays où vivent plus de 1,5 million de bovins et 16 millions de caprins. La transhumance a connu une moindre ampleur qu'en année normale et une grande partie du cheptel bovin se trouve sur la frontière malienne.

Au **Burkina Faso**, le démarrage tardif de la saison des pluies a réduit les surfaces des cultures céréalières et les revenus générés par l'agriculture. D'importants déficits de production sont attendus dans les régions du Sahel et du Nord du pays. Le niveau des surplus des zones de production pourrait ne pas être suffisant pour alimenter les zones déficitaires et causer des tensions plus importantes sur les marchés. La production des pâturages naturels qui sera inférieure à celle d'une année normale pourrait compromettre l'alimentation du bétail.

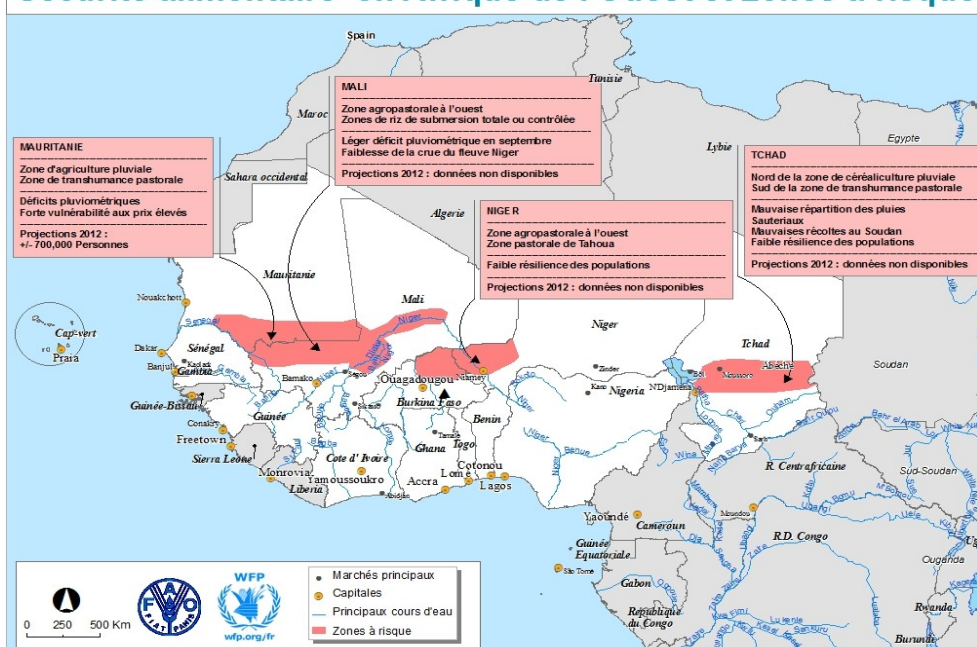
Au **Tchad**, dans les régions centre du Sahel, le démarrage de la végétation était normal entre mai et juin, avec un profil similaire à celui de la moyenne 1998-2010. A partir de début juillet, la croissance de la végétation a stagné. La tendance observée est toujours en dessous de la moyenne. Ainsi, avec les stress hydriques subis par les cultures en phase végétative, les dernières précipitations ne pourront améliorer le rendement des cultures affectées par les épisodes de sécheresse. Il en est de même pour les graminées sauvages qui présagent une faible production fourragère au sud.

Au **Ghana**, bien que la plupart des récoltes soit considérée comme satisfaisante, les cultures d'arachide ont été 'ratées' dans les trois régions du Nord ce qui risque de poser de sérieux problèmes de revenus pour les ménages pauvres. En **Gambie**, on signale également des déficits pluviométriques qui ont causé un décalage dans le calendrier cultural des

céréales et de l'arachide.

La **situation acridienne** est marquée par une reproduction estivale limitée par les faibles précipitations dans le Nord du Sahel en Afrique, rendant les conditions écologiques pour la reproduction moins favorables que la normale dans la plupart des zones. Les pluies saisonnières dans le Nord du Sahel, en Mauritanie, au Mali et au Niger, ont été généralement faibles en septembre. Par conséquent, seule une reproduction limitée a eu lieu et les effectifs de criquets pèlerins sont restés faibles. Par contre, des précipitations abondantes sont tombées dans le nord du Sahel, au Tchad, où les conditions écologiques sont favorables et où une reproduction à petite échelle est probablement en cours. On s'attend à ce que les ailés commencent à se déplacer du sud-est de la Mauritanie vers l'ouest et le nord-ouest (Trarza et Inchiri). Au Mali et au Niger, les criquets devraient se concentrer dans les moindres zones restées vertes.

Sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et zones à risque



Fermeté des prix des céréales sèches et des produits importés

Sur certains marchés du Sahel, les prix des céréales sèches accusent une hausse inhabituelle en cette période de récoltes. Selon l'ONG Afrique Verte, le prix du mil a augmenté de septembre à octobre à Niamey (+6 %), Bamako (+11 %) et Ouagadougou (+6 %).

Dans le bassin central, les prix du maïs sont en augmentation. La SONAGESS rapportait début octobre que le prix du maïs au consommateur, en moyenne nationale, a augmenté de 35 % par rapport à l'an passé. Le phénomène était également constaté au nord du Bénin, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

Dans le bassin est, le SIMA du Niger rapporte que les prix y sont actuellement en hausse par rapport à l'an passé pour le mil (+12 %) et le maïs (+16 %) alors que le sorgho est en baisse. La tendance au raffermissement des prix est particulièrement perceptible à l'Ouest du pays. Les données du SIMA indiquent par ailleurs que, sur l'axe Jibiya-Maradi, les prix du mil au Nord Nigéria sont supérieurs à ceux du Niger, tendance observée depuis la récolte 2010. Compte tenu de ce

différentiel, il n'existe pas d'incitation immédiate pour le commerce du mil vers le Niger. Le sens des flux du mil sur cet axe aura une influence déterminante sur la formation des prix au Niger dans un contexte de baisse de production céréalière. Là où les flux se maintiennent vers le Niger, ils se font à des prix élevés. Ainsi, un raffermissement des prix du maïs est perceptible au marché de Malanville, où le sac de 100 kg se vend déjà à 14 000 francs CFA, soit une hausse de 27 % par rapport à la moyenne quinquennale. Au Tchad, le commerce transfrontalier entre l'Est du pays et le Soudan voisin – où existent également des inquiétudes pour la récolte 2012 – est un enjeu majeur pour la performance des marchés lors de la prochaine année.

On note par ailleurs une certaine fermeté des prix des céréales sèches au niveau du marché de grossistes de Dawanau. On constate que la période de commercialisation 2010 y démarre avec des prix élevés. Cependant, l'analyse de FEWS NET montre que les prix sur d'autres marchés frontaliers du Niger se situent dans la norme saisonnière.

Fermeté des prix des céréales sèches et des produits importés (suite)

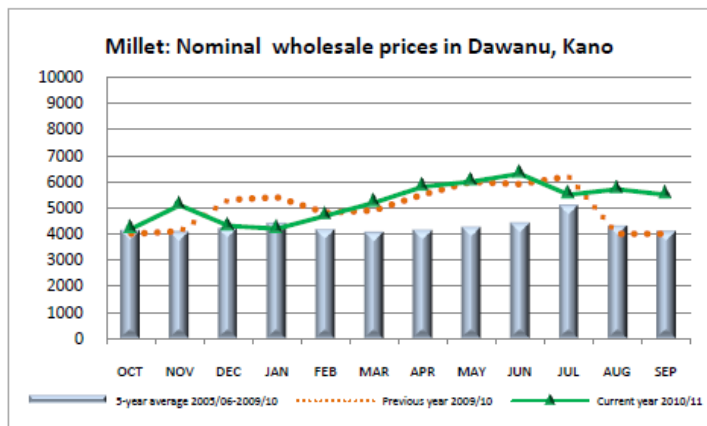


Figure 2: Prix de gros du mil à Dawanu, Kano (Nigeria) en Naira/sac de 100 kg (source : FEWS NET)

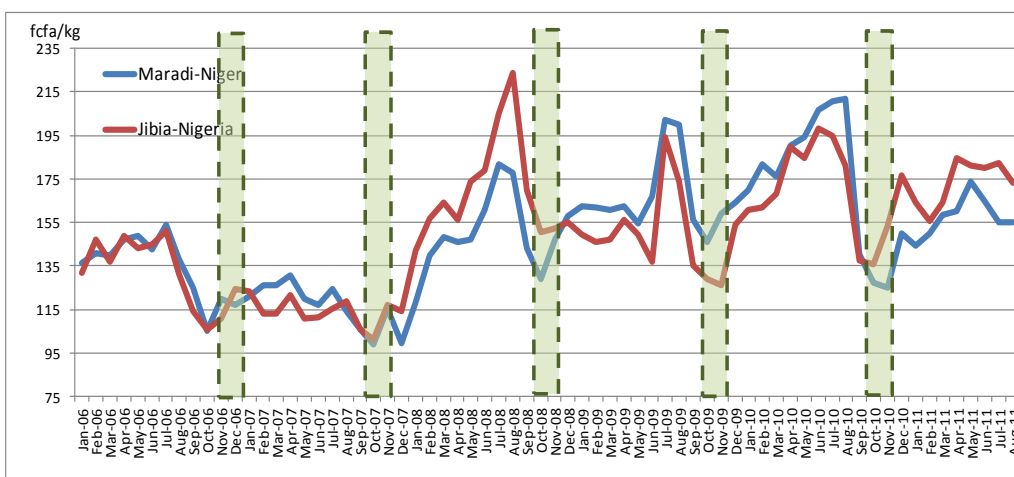
Dans le bassin ouest, dépendant du marché international, la tendance au raffermissement des prix persiste. Sur le marché de Kaolack, qui joue un rôle d'importance dans la formation des prix des céréales sèches à l'échelle du bassin, le prix du mil au détail a augmenté de 42 % par rapport à septembre 2010.

La hausse des prix des céréales sèches se produit dans un contexte de prix toujours élevés pour les denrées importées, limitant ainsi les possibilités de substitution des consommateurs. Sur le marché international, le cours des denrées alimentaires évolue à des prix élevés. Par exemple, le riz Thai A1 Super coûtait 509 dollars E.U par tonne FOB Bangkok fin octobre 2011, contre 430 dollars E.U en octobre 2010, soit une augmentation de 18 %.

Ce facteur est d'importance pour le bassin ouest, qui dépend largement des importations du marché international. Le niveau élevé des prix des produits importés pourrait exacerber les difficultés alimentaires des ménages affectés par la sécheresse en Mauritanie.

Ainsi, les prix du blé et du riz demeurent à des niveaux au dessus de la moyenne en Mauritanie, alors qu'on s'attend à une chute des prix du bétail. On observe déjà, sur certains marchés du sud Mauritanien tels que Tintane et Kankossa, une chute du prix des petits ruminants en septembre 2011. Les prix du mouton moyen castré se maintiennent en revanche sur les marchés de Boghé, de Maghta Lahjar, d'Adel Bagrou, probablement sous l'influence de la demande sénégalaise et malienne pour la Tabaski. La demande se fera moins forte après la Tabaski, ce qui devrait entraîner une chute des prix dans un contexte de déstockage.

Figure 3: Prix au détail du mil à Maradi (Niger) et Jibiya (Nigeria) – récoltes en vert. janvier 2006 à août 2011



Source : graphique PAM et données SIMA

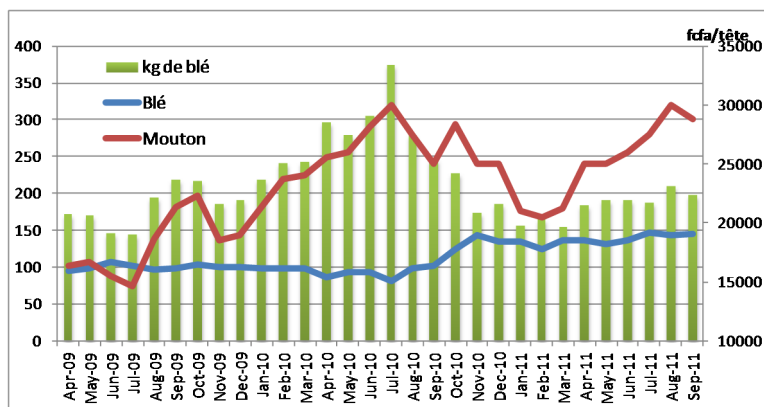
Impact sur la sécurité alimentaire

On s'attend à une dégradation des conditions d'accès alimentaire dans les zones affectées par la baisse de production agricole et fourragère du fait de la diminution des revenus des populations agricoles et pastorales d'ici la prochaine période de soudure. On s'attend également à une réduction de l'accès à l'autoproduction pour l'autoconsommation affectant par conséquent la qualité et la quantité du régime alimentaire des ménages. La chute de production fourragère limitera les opportunités de revenu pour les franges les plus pauvres des zones affectées, dans la mesure où il y aura moins d'opportunités d'emploi agricole, de garde d'animaux ou de vente des petits ruminants.

Les termes de l'échange se comportent de façon hétérogène dans la région. Alors qu'en septembre 2010, un éleveur pouvait espérer obtenir 250 kg de blé en vendant un mouton sur le marché de Maghta Lahjar, la même transaction ne permettait l'achat que de 200 kg en septembre 2011. La dégradation tient essentiellement à la forte augmentation du prix du blé. Les termes de l'échange des éleveurs se

dégraderont avec le ralentissement du marché de bétail, après la fête de la Tabaski début novembre.

Fig. 4: Evolution de l'échange mouton-blé à Maghta Lahjar (Mauritanie)



Source : données SIM

Impact sur la sécurité alimentaire (suite)

Les agro-éleveurs ou éleveurs achetant du sorgho connaîtront également une chute de leurs termes de l'échange avec l'augmentation anticipée des prix des céréales sèches sur les marchés du sud et du sud-est mauritanien. Au Niger, selon le SIMA, les termes de l'échange bouc-mil se maintenaient au dessus de la moyenne en septembre 2011, en raison des prix avantageux pour les petits ruminants.

Les mouvements de populations causés par la crise en Libye ont provoqué le retour massif de migrants au Ghana, au Mali, au Niger et au Tchad. Ce retour représente un arrêt brusque de l'envoi des transferts de fonds vers leurs communautés d'origine et exerce une pression sur les ressources alimentaires existantes auprès des familles d'accueil. De plus, les migrants de retour et leur famille sont devenus dépendants vis-à-vis de leurs communautés d'accueil en matière d'hébergement, de soins de santé et de scolarisation des enfants. La

situation est plus préoccupante dans les pays potentiellement à risque alimentaire comme le Mali, le Niger et le Tchad. On note, d'après l'OIM à la date du 13 octobre, que plus de 204 000 personnes sont retournées dans leur pays dans la sous région, dont 92 777 au Niger, 82 016 au Tchad, 11 306 au Ghana et 11 027 au Mali. Les migrants, pour une meilleure intégration -et leurs communautés d'accueil- ont besoin d'assistance pour la mise en œuvre d'activités de renforcement de leurs moyens d'existence et pour la promotion d'activités génératrices de revenus.

Les ménages affectés par ces retours se voient privés de ressources parfois vitales pour leur sécurité alimentaire. On note, d'après OIM à la date du 13 octobre, que plus de 204 000 personnes sont retournées dans leur pays dans la sous région, dont 92 777 au Niger, 82 016 au Tchad, 11 306 au Ghana et 11 027 au Mali.

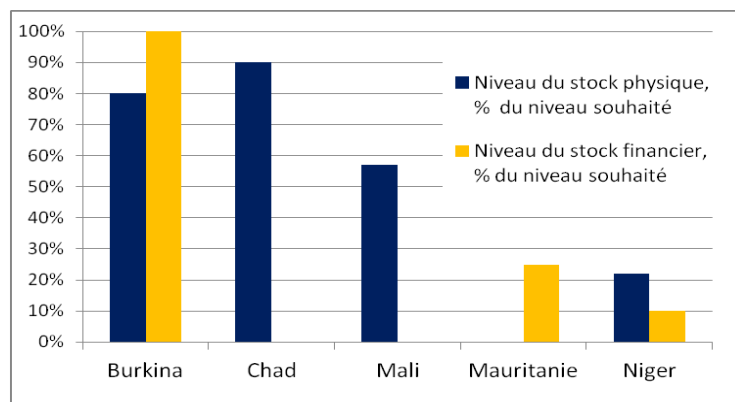
Capacités de réponse des gouvernements

Au Niger, le gouvernement et ses partenaires préparent une révision du plan de soutien 2011-2012. Au Burkina, le gouvernement se prépare à mettre en place un programme de maïs en culture irriguée, ainsi que des ventes subventionnées de céréales. Aucune mesure officielle n'a encore été annoncée en Mauritanie.

Les niveaux des stocks nationaux de sécurité en octobre 2011 sont variables. Alors que les stocks de sécurité au Burkina Faso et au Tchad sont relativement bien approvisionnés (à plus de 80 % de leur niveau souhaité), les stocks en Mauritanie et au Niger sont en moins bonne posture. La Mauritanie ne dispose que d'une réserve financière équivalente à 5 000 tonnes, soit le quart du niveau souhaité du stock national. Le stock physique au Niger, de 22 000 tonnes, est à 22 % de son niveau souhaité de 100 000 tonnes. On note qu'en plus du stock national de sécurité, le Niger dispose également d'un stock stratégique de quelque 24 000 tonnes de céréales, non pris en compte dans le calcul. Le nécessaire processus de reconstitution des stocks de sécurité, attendu en novembre-décembre, augmentera la pression sur

les disponibilités en céréales sèches. Le stock national de sécurité du Mali est approvisionné à hauteur de 57 % ; le pays dispose par ailleurs d'un stock d'intervention.

Figure 5: Niveau des stocks de sécurité au Sahel, octobre 2011



Source : PAM

Plans d'action humanitaire Côte d'Ivoire et Libéria sous-financés

Au **Libéria**, les réfugiés ont commencé à retourner en Côte d'Ivoire de manière plus significative. A la date du 10 octobre, le nombre de réfugiés ivoiriens au Libéria était évalué à 159 489 selon l'UNHCR. Une des raisons avancées pour les retours est la peur de la violence après les élections au Libéria. L'autre raison de cette baisse du nombre global peut également être attribuée à la réalisation d'un exercice de vérification à Grand Gedeh et à l'harmonisation des données d'enregistrement de l'UNHCR au Libéria et en Côte d'Ivoire. Par ailleurs le Libéria subit toujours une forte hausse des prix du riz, qui entrave les stratégies de survie des ménages. En septembre, le prix du riz coûtait 38 % de plus que l'année passée à Saclepea (Nimba), d'après le SIM Libéria. Au 24 octobre, l'EHAP Liberia est financé à hauteur de 50 % (OCHA).

La **Côte d'Ivoire** connaît actuellement une relative stabilité politique. Celle-ci a favorisé un retour progressif de centaines de milliers de déplacés dans leurs villages d'origine. Selon le bulletin humanitaire de OCHA Côte d'Ivoire du 21 octobre, le nombre de déplacés internes sur sites est actuellement de 18 455 personnes pour 4 495 familles et 169 486 personnes ont été recensées dans des familles et communautés d'accueil. Cependant, la situation humanitaire demeure préoccupante. Des besoins importants persistent dans tous les domaines. Le manque de ressources a réduit voire annulé certains projets d'assistance surtout dans les zones de retour à l'Ouest du pays. Au 24 octobre, l'EHAP Liberia est financé à hauteur de 31 % (OCHA).

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Mesures	Avantages
Compte-tenu des zones de production clairement identifiées et des différents scénarios envisagés, prévoir rapidement des enquêtes sur le fonctionnement des marchés ainsi que sur la sécurité alimentaire et la nutrition.	Les zones à risques sont bien identifiées et les réponses sont fondées sur une analyse pertinente.
Prendre en compte les besoins actualisés des EHAP révisés encore sous financés et couvrir les écarts identifiés.	Meilleure couverture des besoins révisés des ménages vulnérables affectés par la crise postélectorale.
Mettre en œuvre des activités génératrices de revenus et de renforcement des moyens d'existence pour faciliter la réintégration des migrants dans leurs communautés d'origine.	Les moyens d'existence et conditions de vie des migrants et de leurs communautés d'origine sont améliorés.

Conclusions

▽ Certaines zones du Sahel, dont la Mauritanie, le Nord du Mali, l'Ouest du Niger et le Centre du Tchad font face à une chute de production céréalière et fourragère lors de la campagne 2011. Des facteurs aggravants, tels que l'érosion des moyens d'existence suite à la crise de 2009, la hausse des prix au niveau international et un amenuisement des transferts monétaires consécutifs aux crises ivoirienne et libyenne préexistent à cette crise et pourraient l'exacerber. L'ampleur du choc et son impact sur les moyens d'existence, le fonctionnement des marchés, la sécurité alimentaire et la nutrition devront être déterminés par des enquêtes qu'il faudra réaliser à courte échéance. Cependant, les gouvernements et les acteurs humanitaires devront enclencher dès à présent des activités préparatoires pour jeter les bases d'une réponse crédible.



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et au Sahel

www.wfp.org/food-security

Ms. Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Jean-Martin Bauer
Jean-Martin.Bauer@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.Charpentier@wfp.org

www.fao.org/emergencies/fr

M. José Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Pape Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org